



CHSCTC du 25 septembre

Ambition DG de la DGDDI

L'Administration : Présente la création du service PSG (Pôle de Soutien Général). Les sous-directions supports ont été revues (15 personnes). D'une part, la sous-direction RH. D'autre part, la sous-direction budget – finances.

Cette restructuration a permis le recrutement d'une 15^{aine} d'agents. Elle a également généré des changements d'affectation d'un point de vue géographique : 200 mouvements d'agents sur une direction de 700 agents. Ces mouvements se sont achevés la semaine dernière.

De nouveaux outils de travail collaboratifs ont été mis en place. Cette partie reste cependant à améliorer. Les solutions qui ont été testées pour le moment ne sont pas satisfaisantes. On met également en place un plan de formation, avec des référents managériaux, auxquels les encadrants peuvent s'adresser en tant que de besoin.

Une sous-direction a été créée avec des fonctions de pilotage (60 personnes). Elle cherche encore sa place. Elle se trouve en dehors du service PSG.

Suivi des points d'actualité

Bibliothèque de Malakoff

L'ISTT confirme la nécessité d'utiliser des équipements de Protection Individuelle car il règne dans les locaux une atmosphère lourde à respirer et un taux d'empoussièrement important.

La CGT, qui a eu un retour écrit d'un expert sur ce dossier, s'interroge sur le passage de 7 à 15 fibres d'amiante par litre d'air à aucune fibre aujourd'hui.

L'ISTT assure que les archives ont été bougées après les prélèvements amiante qui ont constaté la disparition de fibres. Il rappelle que les prélèvements en 2016 étaient des prélèvements de surface. On n'avait pas, à cette époque, distingué fibres longues et fibres courtes, ces dernières étant les plus dangereuses. La ventilation peut expliquer, en dehors de tout nettoyage, la disparition des fibres d'amiante.

Le médecin de prévention signale qu'en 2016, il y avait eu beaucoup de travaux qui avaient libéré des fibres. Par ailleurs, dans tous les cas de figure, quand un agent qui a travaillé dans ces bâtiments est reçu sur une visite médicale, il lui est proposé systématiquement un suivi amiante.

Actions de sensibilisation suite à signalement

SG-SEP2 : L'action de sensibilisation a permis de voir que certains sujets sont mal maîtrisés par les agents. Il y a une réelle nécessité de formation sur ces sujets pour les agents, encadrants ou non. En 2013, les actions de formation qui s'étaient tenues n'avaient pas été concluantes. Il n'est cependant pas certain que les formations permettent de faire passer tous les messages. Compte tenu des effectifs et de la dispersion géographique des agents, il est par ailleurs difficile de toucher tous les agents, en particulier la hiérarchie intermédiaire. Un quizz fait auprès des agents a montré que ceux-ci méconnaissaient le sujet 'violences à caractère sexiste ou sexuelle'.

CGT, FO et Solidaires : SEP a une nouvelle fois perdu une occasion d'agir concrètement. Les agissements qui nous ont été remontés sont graves et récurrents. On est dans un contexte d'omerta. L'Administration, avant l'été, s'était engagée sur des mesures fortes. Que sont devenues les déclarations d'intention ?

Présentation des PAP

Bureau des Cabinets

La Directrice présente le DUERP-PAP, en signalant la vacance assez longue du poste de son prédécesseur, ainsi que de son adjoint.

Après un long listing de ses réalisations en terme de conditions de travail de ses agents : Mise en place de la signalétique, désencombrement des couloirs, liste des délégués de zone mise à jour, chariots car problème lombaires pour les huissiers, bras articulés pour les doubles écrans, aménagement des espaces de travail, la Directrice a évoqué l'audit de l'activité du bureau des Cabinets qui s'était déroulé sur 6 mois.

CGT, FO et Solidaires : saluent le travail de l'assistante de prévention. Mais c'est l'arbre qui cache la forêt. Il nous a été remonté des alertes sur la dégradation de l'ambiance de travail, des situations de maltraitance et des insultes à l'encontre des personnels. Des agents se plaignent de l'attitude des Cabinets. L'Administration ne semble pas capable de changer les choses. Un certain nombre d'agents ont quitté le service, à cause de la violence du contexte.

L'Administration répond qu'elle va reprendre rapidement contact avec les Cabinets. La Directrice dit intervenir régulièrement, visiblement sans résultat puisque la situation perdure. Par ailleurs, un cas de signalement est remonté par une OS, mais personne n'est venu voir l'AP. Il n'y a pas non plus de remontée vers la hiérarchie directe, ce que ne comprennent pas la Directrice et l'assistante de prévention.

CGT, FO et Solidaires : À la lecture du PAP, les mesures de prévention semblent positionner les agents comme la source des RPS. Alors qu'ils en sont victimes, ils passent pour des coupables.

La Directrice explique que les membres des Cabinets sont soumis à de très fortes pressions et à une surcharge permanente de travail.

VOTE :

- Abstention : CFDT et UNSA
- Contre : Solidaires – FO – CGT

Direction du Budget

La CGT souhaite obtenir la liste des documents concernant les actions RH sur les RPS, et s'inquiète du nombre important de jours d'arrêt maladie.

L'Administration signale que ces arrêts se concentrent essentiellement sur les assistantes, et admet que ce peut être un signal de démotivation.

VOTE :

- Abstention : Solidaires – FO – CGT
- Pour : CFDT et UNSA

DGFIP

SECURITE A NOISY LE GRAND

CGT, Solidaires et FO critiquent l'inaction de la mairie, de la RATP et de propriétaires privés sur ce dossier. Il faut une mise en sécurité immédiate des trajets entre la sortie du RER et le bâtiment de Noisy. Il y a mise en danger de la vie d'autrui. Des collègues ont été blessés par des jets de projectiles. Cette situation dure depuis longtemps, et l'Administration, même si elle a pris la mesure de la gravité de la situation, n'est pas assez offensive dans ce dossier, par exemple en portant plainte pour mise en danger de la vie d'autrui. Il faut mettre un coup de pression sur la Mairie, et demander un cheminement sécurisé, même provisoire. Il semble y avoir un désengagement complet de la Mairie sur ce quartier.

SEP conseille aux agents victimes de porter plainte ou de faire une main courante. L'Administration considère faire le maximum pour résoudre le problème.

DGFIP

L'Administration : considère avoir de gros efforts sur les risques bâtimentaires. Par ailleurs, les RPS représentent 1/3 des risques.

VOTE :

- abstention unanime avec explication : bon travail de l'AP et de RH2C, mais, pour limiter les RPS, cela va nécessiter un changement de culture dans la hiérarchie qui sera difficile à mettre en œuvre.

SCBCM

La CGT juge important le nombre de jours d'arrêt de travail : 1481 pour 64 agents, et considère que cela devrait constituer une alerte pour l'Administration.

VOTE :

- favorable unanimité

DGE

Société SECAFI : Cette présentation est un point d'étape provisoire.

Administration : il y a un temps d'appropriation de la réforme, et une partie des agents ont le sentiment de ne pas avoir toutes les réponses. C'est inévitable pour une réforme de cette ampleur. La cellule d'accélération de projet va, à partir d'octobre, rencontrer toutes les sous-directions et expliquer toutes les interactions liées au nouveau mode de travail.

CGT, Solidaires et FO : Les agents ne savent pas ce qu'est le mode projet. Cette situation ne peut pas créer une adhésion au « *mode projet* ». Les agents sont très pessimistes sur un travail qui serait en mode projet conjointement à un autre mode. Le retard pris par SECAFI avait été annoncé par nos organisations, et était évident puisque l'expertise avait l'ambition de se dérouler pendant l'été.

Société SECAFI : Il y a une forte demande des agents pour participer aux entretiens collectifs, sous forme de groupes de travail. Nous essaierons de rencontrer tous les agents qui le souhaitent, en ajoutant un groupe. Les entretiens devront être finalisés avant les prochains congés de Toussaint.

Questions diverses

La CGT souhaite connaître la réponse de la SNCF sur la **pollution des locomotives diesel côté Necker**, et comprendre pourquoi il a fallu 1 mois pour remettre un ascenseur en fonction.

L'Administration a pris l'attache de la SNCF, mais est sans aucun retour depuis mai. Pour ce qui est de l'ascenseur, le souci du délai était lié à une commande de pièces.

Evolution des compétences de l'instance : compétence exclusive des CT sur les réorganisations et projets importants (article 56). Le décret d'application va paraître fin 2019. Il confirmera que les projets de réorganisation seront de la compétence des CT pour une période transitoire à partir de cette date. Pour le reste, les CHSCT conservent leurs compétences jusqu'aux prochaines élections. Après les élections, il y aura un décret d'application. Ce sujet va venir en débat au CHSCTM.

Secteur documentaire à SEP2D : La situation est toujours très tendue. Possibilité de faire appel à un médiateur pour essayer de dénouer la situation. A l'issue de cette médiation, sortira un protocole pour repartir sur des bases pour travailler ensemble.

Huis clos obtenu pour la DGAFP, suite à une fiche de signalement.